



# UNE SEMAINE EN HAÏTI

L'hebdomadaire du Collectif Haïti de France

Une rédaction d'Alterpresse ... avec le soutien de la Fokal

N°1492

28 avril 2021

- **Intensification du climat de terreur et de violences en Haïti**
- **Criminalité : "Konbit òganizasyon politik, sendikal ak popilè yo" appelle la population à déclarer « persona non grata » les autorités de facto**
- **68 membres du Congrès américain appellent l'administration Joe Biden à ne pas soutenir le référendum inconstitutionnel et illégal de Jovenel Moïse**

## >> Intensification du climat de terreur et de violences en Haïti

Plus les jours passent, plus le climat de terreur et de violences est entretenu en toute impunité par les gangs armés qui bénéficient de la complicité d'officiels. [Les actes de kidnapping sont en augmentation, sans aucune disposition institutionnelle de la police pour les prévenir.](#) Ceci préoccupe la population, qui est livrée à elle-même, à la merci de bandits armés poursuivant inexorablement leurs manœuvres de rackets, de braquage et d'agressions. Ce mercredi 28 avril, des passagères d'un transport public ont été abattues par des gangs armés à Cité Soleil, municipalité transformée en repaire de bandits depuis plusieurs mois. Le 26 avril, au moins 9 personnes, dont une femme enceinte de 6 mois, ont été tuées par balles à bord d'une camionnette de transports publics dans le quartier « Brooklyn » de Cité Soleil. Plusieurs autres personnes y ont été également blessées par balles par ces bandits, qui ont tiré à vue. La terreur à laquelle fait face la communauté de Cité Soleil, est ignorée par les autorités. « Du 1er juin au 28 juillet 2020, 111 personnes ont été assassinées, 48 ont été portées disparues et 20 autres ont été blessées par balles. 18 femmes et jeunes filles ont été aussi violées à plusieurs reprises, par des bandits armés à Cité Soleil. Au moins 5 véhicules de transport en commun ont été interceptés et 6 maisons incendiées », selon [un bilan du Réseau national de défense des droits humains.](#) Ce mercredi 28 avril, une forte tension a régné dans plusieurs quartiers de Port-au-Prince. [Des barricades de pneus enflammés ont été](#)

[installées, en signe de protestations contre de nouveaux actes de kidnapping.](#)

Dans la nuit du 27 au 28 avril, [Manuel Gaston Orival, un ancien haut-cadre de la police nationale, a été enlevé chez lui,](#) à la rue Nord Alexis (plus connue sous le nom de « Ravine Pintade »), à Port-au-Prince. Les individus armés qui étaient à bord de véhicules immatriculés « Officiel », selon les témoignages de ses proches. Dans la soirée du 27 avril, Youry Dérival, un étudiant en psychologie à la Faculté des sciences humaines de l'Université d'État d'Haïti, a été kidnappé par un groupe de 5 individus armés. Les camarades de Dérival ont protesté le 28 avril, pour exiger sa libération. Vives protestations également, à Petit-Goâve (au sud de Port-au-Prince), où les riveraines et riverains ont placé des barricades, depuis le 25 avril, pour exiger la libération sans conditions de Wilkens Dicette, coordonnateur du Conseil d'administration de la section communale de Deuxième Plaine, kidnappé à Delmas (nord-est de la capitale). [L'Association des pharmaciens d'Haïti \(APH\) exige aussi la libération, sans conditions, de la professeure à la Faculté de médecine et de pharmacie de l'Université d'État d'Haïti, Marie Josette Malvoisin kidnappée le 24 avril, par des bandits armés.](#)

Les membres de la communauté universitaire continuent à être la cible de kidnapping, qui tend à gagner de l'ampleur dans le pays, déplore [le rectorat de l'Université d'État d'Haïti.](#)

## >> Criminalité : “Konbit òganizasyon politik, sendikal ak popilè yo” appelle la population à déclarer « persona non grata » les autorités de facto

Le regroupement *Konbit òganizasyon politik, sendikal ak popilè yo* demande à la population de crier haro sur les autorités de facto, en tout lieu où elles se trouvent, pour cause d'irresponsabilité face à la criminalité en Haïti. Cette prise de position survient, après l'opposition de plusieurs citoyens contre la présence de différentes autorités, dont le directeur général intérimaire de la Police Nationale d'Haïti, Léon Charles, à une messe célébrée le dimanche 25 avril, à l'église catholique de Saint-Marc (Artibonite). « Le peuple haïtien doit prendre son courage à deux mains, pour contraindre Jovenel Moïse et d'autres officiels à ne pas participer à n'importe quelle rencontre. Nous devons les déclarer *persona non grata* où ils se trouvent », préconise le syndicaliste enseignant Josué Mériilien. Le regroupement *Konbit òganizasyon politik, sendikal ak popilè yo* déplore le laxisme des autorités face à l'augmentation des actes de criminalité dans le pays, tout en encourageant la population à se mobiliser pour mettre en déroute les kidnappeurs « officiels et exiger

le départ de Jovenel Moïse au pouvoir ». Cette insécurité exponentielle met en danger la vie de tous les membres de la société haïtienne et a déjà fait beaucoup de victimes, dont plusieurs professionnelles et professionnels du secteur sanitaire, déplore l'Association des pharmaciens d'Haïti. Dans un communiqué du 13 avril, le secrétariat général de l'Organisation des États Américains (OEA) s'est désolé de la détérioration de la situation sécuritaire et plus particulièrement de la recrudescence des cas d'assassinats ainsi que d'enlèvements, y compris celui de plusieurs religieuses et religieux, le dimanche 11 avril. Parmi les sept religieuses et religieux enlevés, trois ont été libérés le jeudi 22 avril, a confirmé la Conférence haïtienne des religieux. Après la suspension de ses activités le jeudi 15 avril, l'église catholique romaine en Haïti a gardé à nouveau les portes de ses institutions fermées, du 21 au 23 avril, sauf les centres hospitaliers, en signe de solidarité avec des victimes de kidnapping.

## >> Haïti-Crise : 68 membres du Congrès américain appellent l'administration Joe Biden à ne pas soutenir le référendum inconstitutionnel et illégal de Jovenel Moïse

Ces membres du Congrès appellent le département d'État à garantir que l'argent des contribuables américains ne soit pas dépensé pour soutenir ce référendum, non prévu par la Constitution de 1987. « L'administration Moïse manque de crédibilité et de légitimité, pour superviser un référendum constitutionnel, prévu en juin 2021, ou pour administrer des élections libres et équitables. La réforme constitutionnelle proposée, que les juristes considèrent comme inconstitutionnelle, concentrerait davantage le pouvoir exécutif », lit-on dans la correspondance. Le registre référendaire sera fermé, le lundi 26 avril 2021, à minuit, a annoncé le Conseil électoral provisoire (CEP) inconstitutionnel et illégal. Malgré le rejet de ce processus par les forces vives du pays, le CEP déclare encourager les citoyennes et citoyens à se rendre au bureau de l'Office national d'identification, le plus proche de leur domicile, en vue de remplir les formalités d'obtention de leurs cartes d'identification. La production de ces cartes, sur la base d'un contrat avec la firme allemande Dermalog, (non validé par la Cour supérieure des comptes et du contentieux administratif), est dénoncée par plusieurs organismes nationaux de droits humains. Sur diktat des Nations Unies, dans un contexte de crise politique de plus en plus aiguë, le gouvernement de facto a été contraint de reporter au 27 juin 2021 le referendum pour une nouvelle Constitution, initialement prévu pour le dimanche 25 avril. Les élections parlementaires,

locales et présidentielles, prévues pour l'automne 2021, pourraient augmenter considérablement le risque de violence dans tout le pays. Les membres du Congrès étasunien expriment aussi leurs préoccupations, par rapport au caractère non inclusif des élections envisagées, au manque de préparation administrative à organiser des élections, ainsi qu'à la composition inconstitutionnelle du Conseil électoral provisoire. Tout processus électoral, organisé sous l'administration actuelle, ne sera pas libre, équitable ou crédible. Les membres du Congrès américain restent persuadés que l'insistance continue des États-Unis d'Amérique pour l'organisation d'élections à tout prix, ne fera que rendre plus problématiques les résultats de ces scrutins. Ils encouragent le département d'État à écouter la voix de la société civile haïtienne et celle des organisations de base, qui ont clairement indiqué « qu'aucune élection, sous l'administration actuelle en Haïti, ne sera libre, juste et crédible ». « Le Département d'État devrait plutôt se concentrer sur les problèmes de légitimité démocratique sous-jacents, identifiés par la société civile haïtienne, et soutenir un processus de changement, mené par Haïti ». Des élections, qui seraient tenues sans répondre aux normes internationalement acceptées de participation et de légitimité, ne feront que saper davantage la foi en la gouvernance démocratique, poursuivent ces 68 membres du Congrès américain.